

SLOVÉNIE

La croissance économique, qui s'est modérée en 2018, devrait ralentir sensiblement en 2019 et 2020, les contraintes de capacité pesant de plus en plus sur la production et la progression de l'investissement revenant à un rythme plus viable. Les gains de part de marché réalisés à l'exportation vont ralentir, la hausse des salaires mettant à mal la compétitivité des exportateurs.

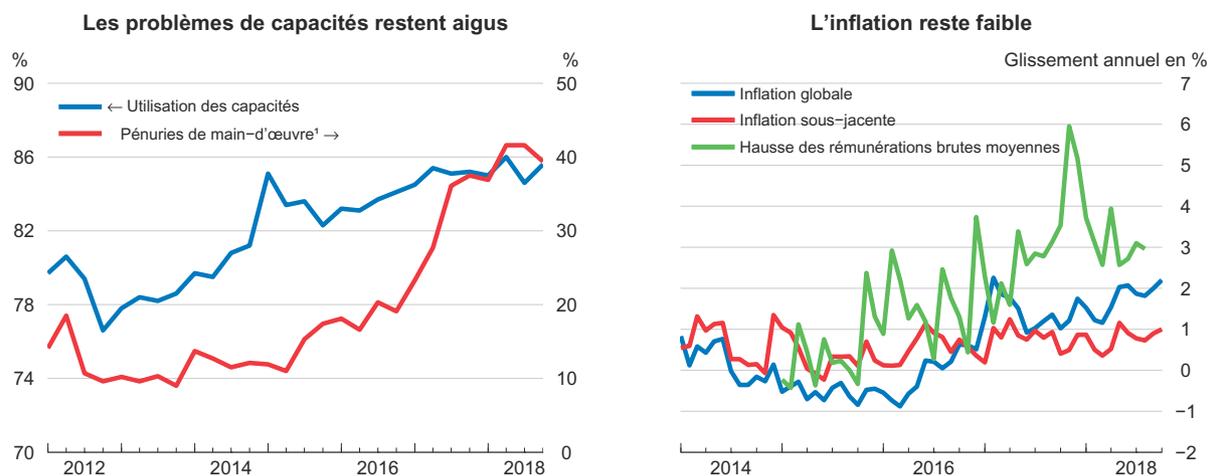
L'orientation de la politique budgétaire devrait rester expansionniste en 2019 et devenir neutre en 2020. L'excédent budgétaire, après avoir atteint 0.6 % du PIB en 2018, se contractera en 2019 sous l'effet d'un assouplissement discrétionnaire et du ralentissement de la croissance économique. Néanmoins, étant donné que les conditions monétaires resteront accommodantes dans la zone euro, un excédent budgétaire plus important s'impose pour juguler les tensions inflationnistes et garantir la poursuite de la réduction de la dette.

La reprise économique a été vigoureuse

L'expansion économique est demeurée vigoureuse en 2018, l'investissement restant dynamique, porté par les fonds structurels de l'Union européenne (UE), la nécessité de renforcer les capacités et la reprise en cours dans le secteur de la construction résidentielle. La progression de la consommation publique a été soutenue, en raison du démantèlement des mesures d'austérité antérieures. La croissance de la consommation privée a été plus faible, mais compte tenu du niveau élevé de la confiance des consommateurs et de la forte augmentation des rémunérations, elle devrait repartir à la hausse. Les exportateurs ont gagné des parts de marché.

Le marché du travail se tend. L'emploi a augmenté de près de 2 % en 2018 et davantage de personnes ont intégré la population active, notamment des immigrants. Le taux de chômage est tombé à son plus bas niveau depuis dix ans, soit 5.5 %, à la mi-2018. Le resserrement du marché du travail transparaît aussi dans le fait que 40 % des entreprises

Slovénie



1. Pourcentage d'entreprises manufacturières désignant la pénurie de main-d'œuvre comme un facteur de limitation de la production. Source : Office statistique de la République de Slovénie ; Eurostat, Base de données sur l'industrie.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933877221>

Slovénie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	38.9	3.1	4.9	4.4	3.6	2.7
Consommation privée	20.8	3.9	1.9	2.3	2.6	2.0
Consommation publique	7.2	2.7	0.5	2.7	2.0	1.5
Formation brute de capital fixe	7.3	-3.7	10.7	9.0	8.5	6.4
Demande intérieure finale	35.3	2.1	3.3	3.8	3.8	2.9
Variation des stocks ¹	0.2	0.7	0.6	-0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	35.5	2.9	3.9	3.5	3.6	2.8
Exportations de biens et services	29.9	6.4	10.7	8.1	6.4	6.3
Importations de biens et services	26.6	6.6	10.3	8.0	6.9	7.0
Exportations nettes ¹	3.3	0.5	1.3	0.9	0.3	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	0.8	1.6	2.1	2.2	3.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	-0.2	1.6	2.0	2.2	2.8
IPCH sous-jacent ²	–	0.7	0.7	1.1	1.9	2.8
Taux de chômage (% de la population active)	–	8.0	6.6	5.3	4.6	4.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	5.1	6.2	7.5	7.6	7.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-1.9	0.1	0.6	0.2	0.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	97.7	89.2	86.9	85.2	83.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	78.7	74.1	70.0	66.1	61.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	5.5	7.2	7.0	6.4	6.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878133>

manufacturières font état de pénuries de main-d'œuvre. En revanche, la progression des salaires a été modérée, s'établissant à 3.6 % au début de l'automne 2018, et la hausse des prix à la consommation est revenue en deçà de 2 %, tandis que l'inflation sous-jacente est restée stable, aux alentours de 1 %.

Des mesures de restriction budgétaire et des réformes structurelles rendraient la croissance plus durable

Les conditions monétaires restent favorables, compte tenu du maintien attendu de l'orientation accommodante de la politique monétaire dans la zone euro et du fait que les taux d'intérêt à long terme fluctuent aux environs de 1 %. La politique budgétaire est expansionniste, du fait d'importants investissements publics bénéficiant des fonds structurels de l'UE et du démantèlement de mesures d'austérité antérieures, comme le gel des salaires dans le secteur public. Quoi qu'il en soit, la forte expansion économique se traduira par un léger excédent budgétaire des administrations publiques sur la période considérée. Une politique budgétaire restrictive serait justifiée pour parer au risque de surchauffe et dégager les marges de manœuvre nécessaires pour financer une future hausse des dépenses liées au vieillissement.

La reprise économique pourrait être renforcée par des réformes structurelles. Une intensification des efforts en matière de privatisations permettrait de dégager des ressources et de mieux les répartir, notamment si elle s'accompagne de mesures visant à accentuer la concurrence, consistant en particulier à attribuer davantage de ressources aux autorités de la concurrence et à simplifier les procédures judiciaires dans les affaires de concurrence. La réforme des retraites pourrait contribuer à rehausser le faible taux d'activité des seniors.

La croissance va ralentir

La croissance économique devrait s'essouffler au cours des deux prochaines années, car la demande sera progressivement satisfaite par une augmentation des importations due à des contraintes de capacité intérieure. La consommation privée et le logement seront soutenus par la progression de l'emploi et des salaires. L'investissement des entreprises continuera de renforcer les capacités de production et garantira la poursuite de l'augmentation de la productivité, quoique à un rythme plus lent. Néanmoins, de fortes augmentations des salaires sur un marché du travail tendu réduiront la compétitivité des exportations et les gains de parts de marché. La vigueur du marché du travail entraînera un creusement de l'écart entre la hausse des salaires réels et celle de la productivité, et une montée de l'inflation au-dessus de 3 % au second semestre de 2020. Des gains de productivité plus importants que prévu découlant des investissements permettraient de limiter les pertes de compétitivité extérieure. Inversement, une surchauffe du marché du travail plus rapide et plus marquée qu'on ne s'y attend pourrait entraîner une forte dégradation de la compétitivité extérieure et de la confiance des investisseurs. Si le Royaume-Uni quittait l'UE sans accord, les exportations et la confiance des entreprises slovènes en pâtiraient.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « Slovénie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-42-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.